

## Workshop Programme

### **Les enfants associés aux forces et groupes armés : les bonnes pratiques et les leçons tirées en matière de libération, de traitement judiciaire et de réinsertion**

### **(Children associated with armed groups and forces : good practices and lessons learned in terms of release, access to justice and reintegration)**

<b>Date</b>	<b>Wednesday, 17th November 2021</b>		
<b>Timing</b>	13:00 - 14:30 Geneva	12:00-13:30 Dakar	15:00-16:30 Nairobi
<b>Organiser(s)</b>	Terre des hommes & Plan International		
<b>Type of Workshop</b>	Panel Discussion		
<b>Topics</b>	Tackling violence within the Child Justice Systems and ensuring child friendly approaches for child victims, offenders and witnesses.		
<b>Region</b>	Sub-Saharan Africa		
<b>Language</b>	French & English		

#### **Résumé/Abstract**

De nombreuses normes et recommandations internationales et régionales appelant à prévenir le recrutement des enfants et à libérer, protéger et réinsérer les enfants associés aux forces et groupes armés ont été établies. Cependant, l'Afrique subsaharienne compte encore 120.000 enfants soldats dans ses rangs. Moins chers et facilement contraints, les enfants et les jeunes sont la cible privilégiée de certains groupes armés qui usent de diverses stratégies pour inciter les jeunes à rejoindre leur rang. Au sein de ses groupes, les enfants peuvent être exploités pour des seconds rôles tels que des espions, des cuisiniers, des chauffeurs mais ils peuvent également être utilisés comme combattants et être forcés à commettre ou à être impliqués dans des infractions graves, y compris des actes criminels ou terroristes ou encore être utilisés comme esclaves sexuels et être mariés de force ou exploités par leurs leaders. Privés de leur enfance, les souffrances des enfants ne disparaissent pas avec le conflit, ils souffrent bien souvent de multiples séquelles sur le long terme et de retard de développement physique, neurologique et émotionnel. Les résultats des processus de libération et programmes de réinsertion et réhabilitation demeurent très mitigés avec des succès variables d'un pays à l'autre. Certains processus de libération et de démobilisation n'ont pas permis d'empêcher le ré-enrôlement de certains enfants dans d'autres groupes armés tandis que d'autres ont permis de libérer plus de 3.700 enfants (Soudan du Sud). De plus, dans certains pays affectés par le terrorisme, les enfants sont parfois traités comme des auteurs plutôt que des victimes et poursuivis comme tels. Par

ailleurs, les défis de la réinsertion sont nombreux : les enfants ont bien souvent perdu la notion du bien et du mal et rencontrent des difficultés à se réinsérer socio-économiquement. Le groupe armé a représenté pour eux un moyen de gagner leur vie, et ils doivent dorénavant apprendre à s'adapter au marché du travail de leur localité.

Ce panel abordera les sujets précités en se concentrant sur les défis, les progrès et les bonnes pratiques en matière de libération, de traitement judiciaire et de réinsertion des enfants associés aux forces et groupes armés dans la région d'Afrique subsaharienne.

### **Points à retenir/Three key take-aways of the session:**

- Rappeler les standards et recommandations internationales et régionales en matière de prévention, protection et réinsertion des enfants associés aux forces et groupes armés.
- Mettre en évidence les défis, les progrès et les bonnes pratiques concernant la libération, le traitement judiciaire et la réinsertion des enfants associés aux forces et groupes armés.
- Accroître la visibilité des enfants en conflits armés dans la région d'Afrique subsaharienne.

### **Résultat attendu/expected outcome**

- Un partage de connaissances et l'élaboration d'une liste de bonnes pratiques, priorités et recommandations sur les processus de libération, le traitement judiciaire et les programmes de réinsertion pour les enfants associés aux forces et groupes armés.

### **Panélistes/Speakers**

- **Modératrice/moderator**

#### **Mme Laura Jacques**

Conseillère Technique Afrique pour le Programme Accès à la Justice de Terre des hommes Lausanne. Mme Jacques travaille à renforcer l'accès à la justice et une justice adaptée aux enfants en Europe et en Afrique depuis plus de huit ans. Elle a également largement contribué à plusieurs réformes juridiques, rapports, conférences et ateliers de formation sur la prévention du recrutement des enfants par les groupes armés et la prévention à l'extrémisme violent des enfants et des jeunes dans la région du Sahel.

- **Intervenants/panelists :**

- 1. Mme Sandra Maignant**

Conseillère EAFGA pour Plan International. Elle a réalisé la recherche et la rédaction d'une note technique sur les filles associées aux forces et groupes armés ainsi que la boîte à outils pour le développement de programmes pour les EAFGA. Elle co-anime également le groupe de travail EAFGA avec UNICEF.

- 2. M. Boulkassoum Cissé**

Psychopédagogue et administrateur de l'Action Sociale de formation. Spécialiste en Protection de l'Enfant pour Unicef au Bureau de la Zone de Gao au Mali depuis novembre 2016, il assure le Co-lead du Groupe Thématique Protection de l'Enfant de Gao et les rôles de Point Focal du Monitoring and Reporting Mechanism (MRM) et de la Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels (PEAS).

- 3. Mr Oluku Andrew Holt**

Coordinateur National pour la libération des EAFGA de la République du Soudan du Sud. Il travaille pour la libération des EAFGA au Soudan du Sud depuis 20 ans. Il est également le Président du Groupe de Travail sur la Technologie des EAFGA et le Coprésident du Comité Technique National de la Protection de l'Enfance.

- 4. M. Emerson Cachon**

Chargé de programme à l'Institut international pour la justice et l'état de droit (IIJ), situé à La Valette, à Malte. Emerson a conduit la conception et la mise en œuvre d'ateliers de formations internationaux sur la justice pour mineurs et coordonne les actions relatives aux Guides de l'IIJ à l'usage du praticien en matière de justice pour mineurs. Avant de rejoindre l'IIJ, il a travaillé pour diverses organisations en tant que conseiller juridique et assistant de programme sur les questions de criminalité transnationale organisée et les réformes juridiques et politiques en Afrique de l'Ouest.